

Convention collective

**IDCC : 8262. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Côte-d'Or, Nièvre, Yonne)
(21 novembre 1997)**

(Etendue par arrêté du 23 mars 1998,
Journal officiel du 26 mars 1998)

AVENANT N° 47 DU 4 SEPTEMBRE 2012

NOR : AGRS1297202M

IDCC : 8262

Entre :

La fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de Bourgogne ;

La fédération entrepreneurs des territoires de Bourgogne ;

La fédération entrepreneurs des territoires de l'Yonne ;

La fédération CUMA de Bourgogne,

D'une part, et

L'UR CFTC de Bourgogne ;

L'UR CFE-CGC de Bourgogne ;

L'UR CGT-FO de Bourgogne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le champ d'application de la convention collective du 21 novembre 1997 est étendu aux entreprises de travaux agricoles et ruraux, ainsi qu'aux coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) de la Nièvre et de l'Yonne.

Il en résulte la suppression du second alinéa de l'article 2 de la convention collective, dont la rédaction sera désormais la suivante :

« Article 2

Champ d'application territorial

La présente convention régit tous les travaux effectués dans tous les établissements dont le siège, représenté par les bâtiments principaux d'exploitation, est situé sur le territoire des départements de la Côte-d'Or, de la Nièvre et de l'Yonne, même si les terrains de cultures s'étendent sur d'autres départements, et ceci où que soient domiciliés les employeurs et les salariés. »

Article 2

La rédaction de l'article 28 sur la prime d'ancienneté est précisée, elle sera désormais la suivante :

« Article 28

Prime d'ancienneté

Une prime d'ancienneté est versée aux salariés justifiant d'une ancienneté minimale de 4 ans au sens de l'article 19.

Elle est calculée sur la base du salaire brut moyen mensuel versé au cours des 12 mois civils précédant la date anniversaire de l'embauche selon les taux suivants :

- 20 % à partir de 4 ans d'ancienneté ;
- 40 % à partir de 7 ans d'ancienneté ;
- 60 % à partir de 10 ans d'ancienneté.

La base de calcul de la prime inclut tous les éléments de rémunération soumis à cotisations sociales, à l'exclusion de la prime d'ancienneté versée au titre de l'année précédente.

La prime d'ancienneté est versée pour la première fois avec la paie du mois au titre duquel la condition d'ancienneté a été acquise, puis chaque année avec la paie de ce même mois.

Les parties peuvent convenir d'un commun accord de mensualiser son versement. Cette modalité de versement ne peut toutefois être la cause d'une réduction du montant global annuel auquel le salarié peut prétendre. »

Article 3

La révision (avenant n° 45 du 29 novembre 2011) de la convention nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres des entreprises agricoles du 2 avril 1952 a prévu l'abaissement de 20 à 7 jours du délai de carence précédant le versement des indemnités journalières complémentaires en cas d'incapacité temporaire pour les salariés cadres. La disposition de la convention collective du 21 novembre 1997 prévoyant, pour les cadres, le versement d'indemnités complémentaires à compter du 8^e jour en cas d'arrêt de travail devient donc sans objet et le taux de la cotisation prévue par ladite convention collective pour garantir le versement d'indemnités journalières dès le 4^e jour d'arrêt de travail peut être revu à la baisse. Il en résulte que la rédaction de l'article 53 de la convention collective sera désormais la suivante :

« Article 53

Prévoyance

Les salariés cadres, ou cotisant au régime de retraite complémentaire des cadres en vertu d'une décision de l'AGIRC, sont bénéficiaires du régime complémentaire de prévoyance institué par la convention collective nationale des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952. En complément de ce régime national obligatoire, les salariés cadres, ou cotisant au régime de retraite complémentaire des cadres en vertu d'une décision de l'AGIRC, rattachés à la présente convention collective, bénéficient d'indemnités journalières complémentaires dès le 4^e jour d'arrêt de travail en cas d'incapacité temporaire de travail résultant de maladie ou d'accident de la vie privée, en contrepartie du versement d'une cotisation dont le taux est fixé comme suit :

(En pourcentage.)

TRANCHE DU SALAIRE	TAUX GLOBAL	PART SALARIALE	PART PATRONALE
A	0,10	0,08	0,02
B	0,17	0,14	0,03

Article 4

Les articles 1^{er} et 2 du présent avenant entreront en vigueur le lendemain du jour de la publication de son arrêté d'extension.

L'article 3 entrera en vigueur le premier jour du semestre civil suivant la date de signature du présent avenant, soit le 1^{er} janvier 2013.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé en un exemplaire à la DIRECCTE de Bourgogne à Dijon.

Fait à Pouilly-en-Auxois, le 4 septembre 2012.

(Suivent les signatures.)